

POINT DE VUE EUROPÉEN

Journal de Genève
La puissance

souveraine de l'Allemagne fédérale

1 NOV 1971

Par Raymond Silva

■ Après avoir décrété que l'Allemagne et son gouvernement étaient à présent «émancipés», le chancelier Willy Brandt en a déduit qu'il était libre de mener à sa guise la politique extérieure de son pays. La République de Bonn se veut Etat souverain ; c'est la suite logique de son dynamisme économique et nul ne peut lui en tenir rigueur mais si les Etats membres de la Communauté s'engagent tous dans cette voie, c'est la Communauté en tant que telle qui finira par se désagréger.

Le chancelier a pris l'initiative de l'ouverture à l'Est. Cette initiative, il l'a prise volontairement seul, à telle enseigne qu'il ne s'est pas fait accompagner de son ministre des Affaires étrangères lorsqu'il a rejoint, en Crimée, M. Brejnev.

Cette rencontre fait suite au Traité germano-soviétique du 12 août 1970 où les deux pays ont convenu de ne pas recourir à la force et à la Conférence de Berlin où les quatre puissances occupantes se sont mises d'accord pour régler le sort de l'ex-capitale du Reich qualifiée jadis par Khrouchtchev de «tumeur cancéreuse».

MM. Brejnev et Brandt ont décidé également de pousser au rapprochement entre les deux Allemagnes, la République de Pankow étant ainsi implicitement reconnue en tant que nation indépendante. Enfin, la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse consacre une situation de fait.

Les conquêtes militaires de l'Union soviétique et son occupation armée de tout le glacis oriental acquièrent un caractère définitif. Sans doute était-ce inévitable mais le chancelier Brandt, en prenant toutes ces initiatives, fait à Moscou la partie belle sans qu'il semble avoir obtenu de contrepartie appréciable.

Revirement spectaculaire

Ce retournement de l'attitude soviétique à l'égard de l'Allemagne de l'Ouest et la volonté de M. Brandt de traiter avec l'URSS ne changeront pas foncièrement la physionomie de l'Europe de l'Est mais ce rapprochement significatif, s'il est l'occasion d'une certaine détente, n'en reste pas moins assez préoccupant.

Les relations entre Bonn et Pankow demeurent toujours froides et distantes. Curieusement, c'est la République démocratique allemande qui se montre la plus sourcilleuse. Il semble qu'elle ait peur de perdre une autonomie à laquelle elle tient tant, peur aussi que le virus démocratique s'infiltre sur son territoire. Mais le processus est engagé, dans un laps de temps indéterminé les deux Etats allemands qui siègeront ensemble demain à l'ONU s'associeront, sans se mélanger, à la faveur des tâches communes. Il est inutile de cacher que cette perspective inquiète nombre de gens qui savent ce que la Russie, d'une part, les deux Allemagnes, de l'autre, représentent en tant que potentiel économique et militaire.

Si la République fédérale ne possède qu'une armée symbolique, il n'en est pas de même, en effet, de la République dite démocratique dont l'armée défile au pas de l'oie dans les rues de sa capitale.

Toute anticipation est abusive mais enfin pourquoi M. Willy Brandt approuve-t-il si ostensiblement le projet d'une conférence sur la sécurité européenne à laquelle tient tant l'URSS et dont on ne voit pas très bien a priori quel profit en tirera l'Europe occidentale ?

Chacun pour tous

Dans le domaine financier, même son de cloche : le dollar est menacé et ceux qui en possèdent prennent peur. Ils vendent leur monnaie américaine pour se couvrir en francs suisses, en florins, en DM. L'Allemagne aurait pu réévaluer

comme l'y invitaient les experts du Trésor américain. Elle a décidé de laisser flotter le mark. C'était son droit strict et sans doute son avantage. Mais pourquoi faut-il que M. Karl Schiller, ministre allemand de l'Economie et des Finances, en accord avec le chancelier qui appuyait ses mesures, ait jugé bon de déclarer avec arrogance : « La liberté, c'est aussi que chacun fasse comme il l'entend, qu'il décide au mieux de ses intérêts. »

Ce qui lui valut aussitôt ce rappel à l'ordre de M. Jean Monnet : « Je ne peux pas, a-t-il dit, laisser passer la phrase de M. Schiller sans réagir. Cette défense des intérêts nationaux considérés exclusivement caractérisait les relations entre les pays d'Europe avant la guerre : chacun pour soi. Nous en connaissons les conséquences qui ont conduit nos pays au désastre. »

Certes, la situation n'est pas la même. La guerre, Dieu merci, ne menace pas l'Europe mais si les Six — demain les Dix — ordonnent souverainement en matière politique, économique et monétaire, le désordre qui régit les relations européennes va dégénérer en anarchie au détriment de toutes les nations démocratiques.

L'Allemagne donne présentement un fâcheux exemple d'indiscipline communautaire. Elle n'est pas la seule, hélas ! mais tout excès qui vient d'outre-Rhin a des résonances plus vives. En l'espace d'une génération, le passé ne s'efface pas totalement des esprits.